

Mobiliser les investisseurs pour protéger le climat, les terres et la biodiversité

Résumé de trois événements sur l'investissement dans le capital naturel

Vision 2020

Synthèse

Les institutions *Environmental Finance*, *Finance for Tomorrow*, *Global Landscapes Forum*, *Mirova* et *IDH - The Sustainable Trade Initiative* ont organisé trois événements en novembre 2019 consacrés à l'investissement dans le capital naturel. Ils ont cherché à créer une compréhension commune du secteur, à dresser un bilan pour les investisseurs et à favoriser les partenariats entre les parties prenantes.

Cette **Vision 2020** s'appuie sur ce retour d'expérience pour partager des idées clés et mobiliser les acteurs économiques et financiers pour la protection du climat, la préservation des terres et de la biodiversité. Elle s'inscrit dans un effort collectif pour porter à maturité la classe d'actifs du capital naturel.

Les investisseurs ont la capacité et la responsabilité de financer des modèles économiques innovants basés sur des solutions fondées sur la nature, telles que l'agroécologie, l'écotourisme et la foresterie durable, ainsi que les infrastructures vertes. L'Initiative de financement de la biodiversité du PNUD (BIOFIN) estime que les investissements annuels nécessaires pour protéger la biodiversité s'élèvent à plus de 400 milliards de dollars, mais seuls 52 milliards de dollars peuvent être identifiés et suivis pour 2019.

Seul un changement de paradigme économique dans notre relation avec la nature permettra de développer les solutions capables de combler cet écart. Les investisseurs sont convaincus que la situation peut évoluer rapidement, s'il y a un niveau d'engagement suffisant, notamment à l'approche de la COP 15 de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) des Nations-Unies.

Ce document présente des recommandations d'actions pour permettre un changement systémique.

Nous espérons que ces recommandations pourront aider les investisseurs et leurs partenaires, les entreprises, les pouvoirs publics et les chercheurs à coopérer pour soutenir l'investissement durable dans le capital naturel.

1. Utiliser les innovations et les nouvelles dynamiques pour développer le secteur du capital naturel

Le secteur se structure grâce aux développeurs de projets, aux entreprises et aux véhicules financiers innovants qui construisent des preuves de concept. Il y a besoin de coalitions et de partenaires sur le terrain pour renforcer une utilisation durable et inclusive des terres à grande échelle, tout en générant des retours financiers. Il est indispensable de tirer parti des nouvelles dynamiques telles que : la demande croissante de produits biologiques, les innovations technologiques (ex. données satellitaires), le renforcement des réglementations environnementales, le *momentum* politique et la pression citoyenne en faveur du climat.

2. Appliquer une approche basée sur le paysage pour l'inclusion sociale et la réduction des risques

Il s'agit de développer une stratégie holistique pour investir dans la nature, à la croisée du climat, de la biodiversité et de la réduction de la pauvreté. Les projets doivent être conçus conjointement avec les bénéficiaires locaux pour mieux gérer les risques et saisir les opportunités. Il est recommandé d'encourager les innovations sociales qui permettent de mieux répartir les bénéfices pour financer les communautés.

3. Augmenter les financements publics-privés

Le capital et la dette privée représentent des ressources financières massives encore peu exploitées par les activités liées aux Objectifs de Développement Durable. Les financements publics sont en mesure de mobiliser ces capitaux privés grâce à des instruments de réduction des risques. A ce jour, les coûts de transaction restent trop élevés : il est nécessaire d'améliorer l'accès aux financements publics. Pour cela, des « projets démonstrateurs » (« *investment blueprints* ») développés à grande échelle et qui peuvent être répliqués sont essentiels.

4. Harmonisation de la taxonomie des activités durables et gestion des risques ESG

Il est important de considérer l'utilisation des terres dans le développement de la taxonomie européenne des activités économiques durables en incluant les experts du sujet. Cela permettrait notamment de normaliser la mesure d'impact et de réduire les coûts d'analyse au cas par cas. Un appel a déjà été lancé aux différents développeurs et promoteurs de labels pour une approche plus concertée. D'autres solutions possibles sont, par exemple, l'implication des bénéficiaires et acteurs locaux dans le suivi des projets et le développement d'une comptabilité liée au capital naturel.

Pour mobiliser les milliards d'investissements nécessaires, le secteur financier doit opérer un changement systémique. Pour soutenir la phase de transition, les instruments de financement publics-privés seront incontournables. Pour intégrer le capital naturel dans leurs activités courantes, les banquiers et les gestionnaires d'actifs ont besoin de connaître les spécificités du secteur, les techniques de financement et les profils de risque, de rendement et d'impact. Pour accélérer la transition, les mondes de la biodiversité et de la finance ont besoin de se parler : il est urgent de multiplier les échanges entre les spécialistes des sciences naturelles, les investisseurs et les décideurs. **Pour préserver la biodiversité, les investisseurs appellent à des stratégies ambitieuses pour l'agenda post-2020 de la biodiversité. Toutes les parties prenantes sont appelées à coopérer et faire entendre leur voix pour soutenir l'ambition d'un pacte global pour la nature.**